LE FRANCO

Depuis 1928, le seul journal de langue française en Alberta

Vol. 29 n°32 Edmonton, semaine du 8 au 15 septembre 1995 12 pages 60¢

35 ANS DE RADIO!

à lire en page 2

L'ONF ferme la vidéothèque de Winnipeg et centralise ses services à Montréal

ONF NFB

Michel Bouchard

EDMONTON — Après la fermeture de la cinémathèque de l'Office national du film à Edmonton, le couperet tombe maintenant sur celle de Winnipeg et, à partir d'août 1996, il ne restera que deux cinémathèques au pays: Montréal et Toronto. Les usagers de l'ONF devront appeler les bureaux de Montréal s'ils désirent obtenir des services en français, en composant un numéro sans frais.

La centralisation des services de l'ONF fait suite aux compressions budgétaires du gouvernement fédéral. Le budget de l'ONF, pour l'année financière 1995-1996, a été comprimé de 5 pour cent, soit presque 4 millions de dollars. "Cette centralisation des opérations nous permet d'offrir, quoique de manière différente, un excellent service au public, tout en obtenant le maximum de rendement et d'efficacité par rapport au coût des opérations", peut-on lire dans une note de service envoyée à tout le personnel de l'ONF.

Comme toutes les autres agences fédérales, l'ONF doit réduire son personnel. Avec la fermeture des postes vacants, le programme incitatif au départ ou à la retraite ainsi qu'un nombre restreint de mises à pied, l'ONF espère comprimer 50 postes.

Deni Lorieau, représentant à Edmonton du commissaire aux langues officielles, constate la réduction des services fédéraux à travers le pays, tant du côté francophone que du côté anglophone. Il est d'avis que les divers ministères et agences du gouvernement fédéral devront tout de même respecter leurs engagements à servir les communautés dans les deux langues officielles. Ce qui restera des bureaux et des services fédéraux après toutes les compressions budgétaires devra quand même respecter la loi sur les langues officielles, affirme-t-il.

L'avenir de l'ONF est toujours incertain. Le gouvernement fédéral a annoncé dans son budget de février qu'il procédera à un examen fondamental du mandat de l'ONF, tout comme celui de la SRC et de Téléfilm Canada. L'aide financière que le gouvernement fédéral accorde à ces sociétés sera également revue. Présentement, le budget de l'ONF se chiffre à plus de 75 millions $. Un comité a déjà été mis sur pied pour effectuer ces évaluations. Sous la présidence de Pierre Juneau, ce comité émettra des recommandations qui seront rendues publiques cet automne, lorsque les évaluations seront terminées.

Marie-Marthe Guénette, agente de promotion pour les services français de l'ONF, explique qu'ils tenteront de maintenir le niveau de service qui était offert auparavant, bien que cela soit difficile.

Les besoins des principaux clients de l'ONF ne sont plus les mêmes depuis que les vidéos ont supplanté les films 16mm. "Maintenant, dans les écoles, si les professeurs font la demande du même film trois ou quatre fois, explique Marie-Marthe, l'école l'achète. De plus en plus d'endroits ont des collections privées." Elle donne l'exemple de l'école Héritage qui a maintenant une collection d'environ 150 titres. Les écoles ont toujours été les plus importants clients de l'ONF, mais auparavant, les films de format 16mm étaient la norme et rares étaient ceux qui achetaient un film.

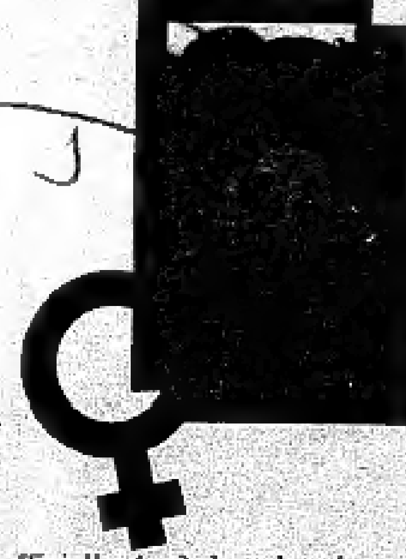
L'ONF a l'intention d'être toujours présent et disponible pour rencontrer ses clients. "Je

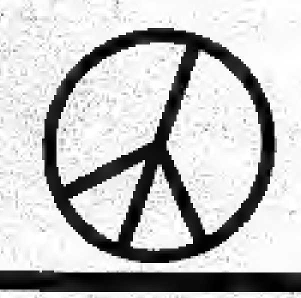
Suite en page 3

• *Forum '95 sur la femme:*

En direct...de Beijing

— Fernande Bergeron





BEIJING, RÉPUBLIQUE POPULAIRE DE CHINE — La délégation canadienne des ONG (organismes non gouvernementaux) du Forum 95 est arrivée à Beijing à 9h20 exactement, heure de Chine, le 28 août 1995.

Accueillies par plusieurs jeunes Chinois bénévoles pour nous aider avec les bagages, et par plusieurs journalistes, nous réussîmes malgré la fatigue à trouver l'autobus pour nous conduire à l'hôtel.

Le mardi 29 août, en avant-midi, nous assistons à une renconte d'information pour les Canadiennes. En après-midi, nous sommes reçues par l'ambassade du Canada à Beijing. On y prend connaissance de la situation politique chinoise ainsi que celle des droits de la personne. Nous obtenons aussi de l'information sur les services qui nous sont offerts par l'ambassade durant notre séjour. Notre groupe constitue, paraît-il, la délégation canadienne la plus nombreuse à mettre les pieds ici.

Le mercredi 30 août, réunion du comité coordonateur canadien pour organiser les rencontres des Canadiennes pendant le Forum et la conférence. Durant l'après-midi, nous prenons l'autobus pour assister à l'ouverture officielle. Après les salutations et discours d'usage, il y eut présentation de la flamme de la Paix. Cette flamme, allumée en Afrique, symbolise l'éclairage nécessaire pour garantir la continuité des efforts déjà fournis pour assurer l'égalité, la justice et la dignité aux femmes du monde.

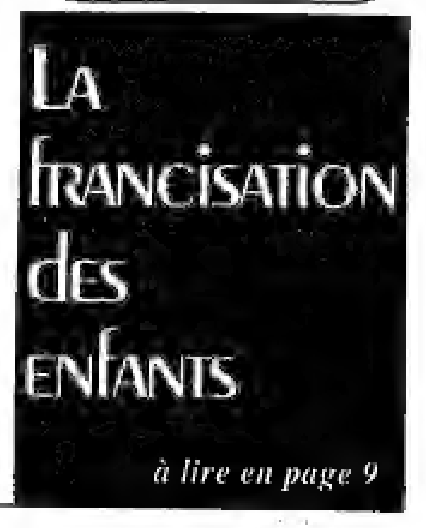
Cette présentation fut un moment de grande émotion alors que, main dans la main, les femmes qui composaient la foule reprenaient le refrain de la chanson thème du Forum, «Keep on moving forward». L'événement s'est poursuivi avec un spectacle qui permettait d'apprécier les talents musicaux et artistiques de la jeunesse chinoise; une occasion pour la Chine d'utiliser la présence médiatique mondiale et mettre en valeur la culture chinoise.

Le jeudi 31 août. Enfin venu le moment tant attendu. Les autobus nous amènent au site officiel du Forum, situé à plus d'une heure de Beijing. Le site aménagé semble immense et bien organisé. Malheureusement, on devient vite frustrée: difficile de trouver la bonne tente, impossible de communiquer avec les bénévoles, la chaleur et l'humidité qui nous étouffent et, pour compliquer le tout, la pluie qui se met de la partie. Inutile, bien sûr, de chercher un parapluie ou un imperméable...

La journée se termine dans la boue et la recherche de l'autobus.

Malgré toutes les frustrations, les plénières sont très intéressantes et le choix des ateliers (environ 356 par jour!) est déchirant, la diversité et les sujets abordés étant tout aussi intéressants les uns que les autres.

Je termine en vous saluant, et je vous donne rendez-vous la semaine prochaine. Je vous parlerai alors plus en détail des plénières et des ateliers.



à lire en page 9

• Benoît Pariseau à la retraite

Un arrêt à la gare après 35 ans de radio

Michel Bouchard

EDMONTON — Depuis 35 ans, Benoît Pariseau est en ondes à la radio française de l'Ouest canadien. Quittant les chemins de fer pour le poste de radio de Gravelbourg, avant de revenir à Edmonton, ce petit-gars de Donnelly a longtemps été une des personnalités centrales de CHFA, ancienne radio privée devenue en 1974 filiale de Radio-Canada, puis, à la fin des années 1970, propriété de la SRC.

La carrière de Benoît a commencé sur le chemin de fer. Dans les années 1950, il était employé du *Northern Alberta Railways*, tout d'abord comme garde-frein et, ensuite, conducteur. «C'était avant que le diesel arrive, raconte-t-il. C'étaient des locomotives au mazout. On prenait le pétrole directement du puits, à Girouxville. J'ai été le dernier à travailler sur une locomotive à vapeur.»

Il n'a pas fui son passé. Sa forte carrure témoigne toujours de sa jeunesse passée dans la campagne et sur les chemins de fer. D'ailleurs, il n'a jamais oublié ses amis de la région ou ses anciens collègues. Il raconte que sa soeur lui a déjà dit qu'il parle trois niveaux de français: celui de l'animateur de radio, celui du Montréalais lorsqu'il visite le Québec et celui de sa région natale de Rivière-la-Paix.

À l'époque où il travaillait pour le chemin de fer, les trains transportaient toujours des passagers dans le nord de l'Alberta. D'ailleurs, lorsqu'il était garde-frein, il a eu l'occasion de rencontrer Vincent Massey, Gouverneur général du Canada de 1952 à 1959, le premier Canadien de naissance à occuper ce poste.

Mais la vie de cheminot était révolue. Le train de passagers était voué à disparaître. En 1960, Benoît fait une demande pour aller travailler à la radio en Saskatchewan. «Quand tu as la chance de travailler à la radio, explique-t-il, tu t'imagines que tu vas devenir une grande vedette du jour au lendemain. Des fois tu travailles, bien longtemps et tu ne le deviens pas.» Il affirme qu'il avait toujours eu le goût de faire de la radio, mais quitter sa première carrière ne s'est pas fait sans regrets: «Si seulement on connaissait l'avenir, peut-être que je serais resté, explique-t-il. Mais quand la décision est prise, on ne doit pas regarder en arrière.»

Les parents de Benoît étaient originaires du Québec et ont joué un rôle important dans sa formation. Il explique que son père était un lecteur avide, abonné à des journaux québécois dont *L'Action catholique*. «Il nous disait: «lis ça, l'éditorial de Louis-Philippe Roy, parce qu'il faut que vous appreniez à lire entre les lignes, raconte Benoît. Les Soeurs de Ste-Croix, quant à elles, nous ont montré comment écrire.» Les enseignantes religieuses ont formé bon nombre de jeunes francophones de la région de Rivière-la-Paix. Il a poursuivi ses études au Collège Saint-Jean, maintenant faculté de l'Université de l'Alberta.

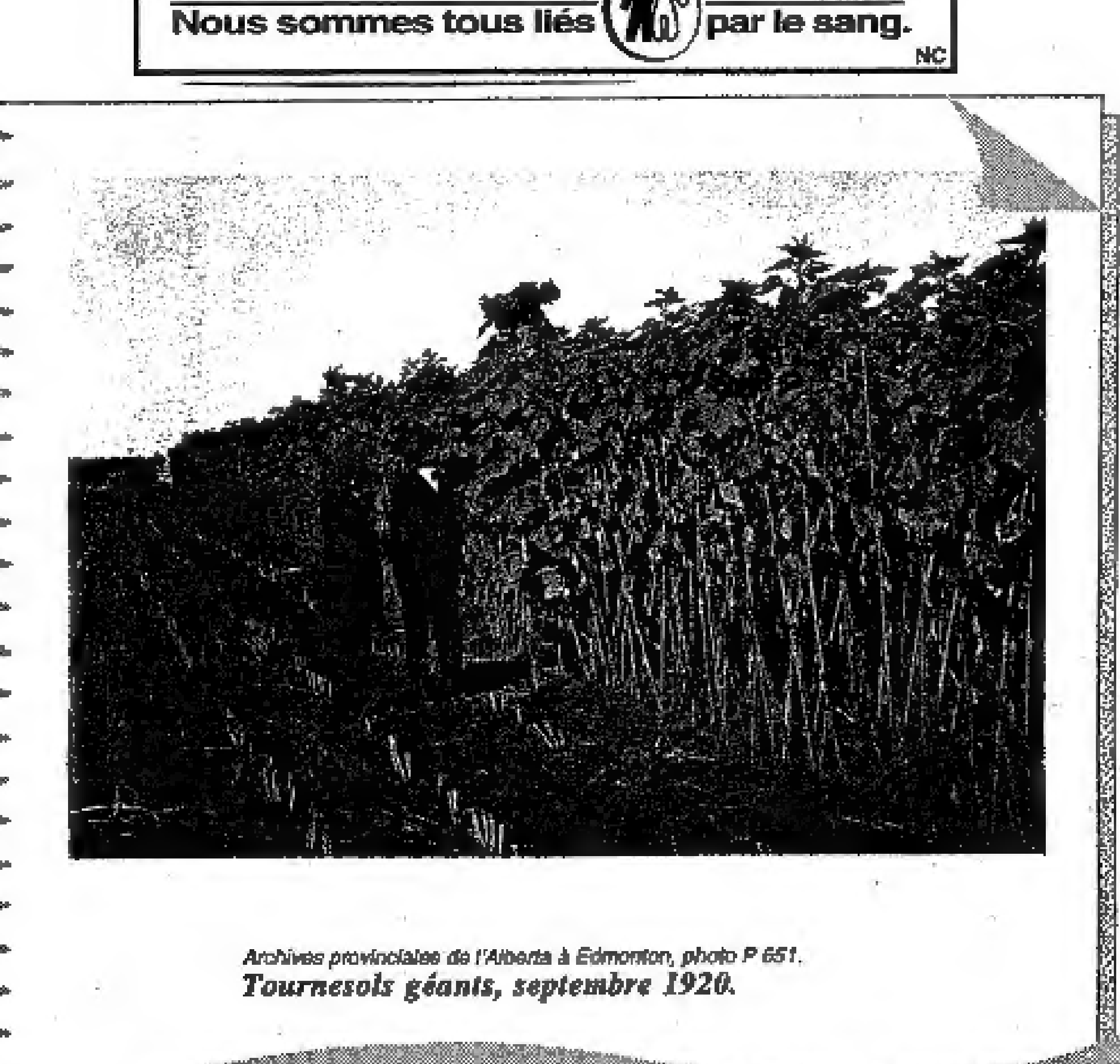
Douze ans plus tard en 1972, Benoît quitte Gravelbourg pour venir travailler à la radio de CHFA, en qualité de directeur des émissions. Il devait gérer l'horaire et le travail de 4 ou 5 annonceurs. Il explique que le travail était très différent à l'époque: les annonceurs étaient seuls pour monter leur émission, sans l'appui de techniciens, de journalistes, de régisseurs, de réalisateurs, et tout le reste. L'animateur choisissait son thème et devait se débrouiller seul.

Deux ans après son arrivée à CHFA, la Société Radio-Canada achète CHFA. «À un moment donné, le directeur est venu me voir et il m'a donné tout le kit: un technicien et un réalisateur.» La transition de radio privée à radio d'état, cependant, n'a pas été sans bouleversements. Il raconte que son premier réalisateur aimait la musique jazz et ses goûts personnels déterminaient la musique qui serait à l'horaire, en dépit des protestations de Benoît et des goûts du public. «Il m'a dit: «le public, je m'en fous. On est Radio-Canada et on s'en fout de la cote d'écoute», affirme Benoît. Ce réalisateur-là arrivait à 8h du matin et il mettait de côté la musique que j'avais choisie.»

Benoît affirme que la radio française, à l'époque, était davantage près de son public. «On avait beaucoup plus de programmation locale aux bonnes heures d'écoute, explique-t-il. On avait du local le matin, après le souper, le samedi après-midi et même le dimanche. On était beaucoup plus près de l'auditoire. Une fois j'ai offert un disque de Nana Mouskouri en onde, et j'ai reçu 100 appels. De nos jours, si tu en a dix, tu es chanceux.»

Les décisions, très souvent prises à Montréal, ne collent pas à la réalité franco-albertaine

Suite en page 12



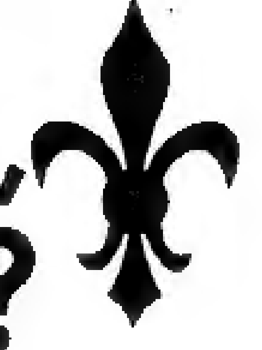
Archives provinciales de l'Alberta à Edmonton, photo P 651.
Tournesols géants, septembre 1920.

Album souvenir

Cette chronique est préparée par Claude Roberto des Archives provinciales.



Consensus québécois, discorde canadienne?



Claude Denis

COLLABORATION SPÉCIALE

«Dis-moi à qui tu parles, je te dirai comment tu vois le monde»

MONTRÉAL — En juin dernier, le Québec m'apparaissait voué à la discorde pour des années à venir; trois mois plus tard, j'en suis presque à penser qu'il est au bord du consensus.

Le Québec a-t-il tant changé en si peu de temps? Évidemment pas. Je me trompais, alors? Non plus. Enfin...pas nécessairement.

Il y a trois mois, j'ai aussi scruté le paysage intellectuel pour découvrir quel type de débat suscitait l'échéance référendaire. De la part d'indépendantistes de tout crin ou de fédéralistes de souche, je n'ai observé que des monologues en parallèle. C'est à cette même répétition de vieux discours que se livraient le Parti libéral du Québec (PLQ) et le Parti québécois (jusqu'à l'alliance avec le Bloc et l'Alliance démocratique). Aucun dialogue et, surtout, rien ne semblait avoir changé depuis 1980, date du précédent référendum, si ce n'est la ligne plus radicale adoptée par le PQ.

Discorde et blocage, donc.

Cette semaine, je lis *Entreprendre*, «le magazine des gens qui ont l'esprit d'entreprise», l'une des nombreuses publications financières à grande circulation qui ont vu le jour dans la foulée du «Québec Inc.» au cours des années 1980. Dans le Québec d'aujourd'hui, les revues d'intellectuels ne comptent plus pour grand chose. Les gens d'affaires, eux, sont écoutés, et il est intéressant de voir comment un magazine lié au monde des affaires traite du référendum.

L'édition août/septembre 1995 d'*Entreprendre* est un numéro spécial consacré à «mon pays», et dans lequel «60 sages se prononcent» sur le débat référendaire. Quelques uns de ces sages sont des indépendantistes inconditionnels, d'autres sont des fédéralistes genre «Lac Meech»; les Trudeauistes, je les ai cherchés en vain. Presque tous ces sages se disent Québécois d'abord. Mais ce qui frappe surtout, c'est de retrouver un écho, très fort, du langage de l'alliance PQ-BQ-ADQ sur un nouveau partenariat avec le Canada, sur une «vraie confédération», chez des gens qui ne se seraient jamais associés au Parti québécois. C'est donc l'option de Mario Dumont, Jean Allaire et l'ADQ qui triomphe, aux dépens de l'indépendance voulue par le PQ mais aussi et surtout aux frais du PLQ, en bonne voie de devenir l'unique défenseur d'un fédéralisme pur et dur dont personne ne veut au Québec français.

Un nombre impressionnant de «sages» consultés par *Entreprendre* ont la même ambition: réformer le Canada de façon à donner au Québec la place qui lui revient. Pour cela, il faut remplacer la fédération actuelle par une vraie fédération, très décentralisée et constituée de seulement quatre à six régions politiques: les Maritimes, le Québec, l'Ontario, les Prairies et la Colombie-Britannique. (Pour certains, l'Alberta constituerait sa propre région, la région Prairie n'étant composée que du Manitoba et de la Saskatchewan). Le Québec serait ainsi quasi-souverain et n'aurait à composer qu'avec une demi-douzaine de partenaire plutôt qu'avec les douze d'aujourd'hui (en incluant Ottawa et les deux territoires du Nord).

Si le référendum venait à être compris comme le veut l'ADQ, c'est-à-dire un mandat pour négocier un tel partenariat, l'Alliance n'aurait aucune peine à obtenir un oui majoritaire, dans la population comme parmi les sages consultés. Une portion imposante des milieux d'affaires se rallierait alors au OUI et l'opposition souverainiste/fédéraliste perdrait de son importance.

Cette victoire du OUI aurait pour effet d'élargir très rapidement le consensus autonomiste; le Parti québécois serait mis de côté, l'Alliance démocratique et le Bloc hériteraient du rôle de rassembleur.

On assisterait ainsi, de manière explicite, au dépassement du modèle de l'État-nation dans le discours nationaliste québécois; ce qui permettrait, peut-être, une lente conciliation entre les minorités et la majorité francophone.

Ce qui est évident, de toute manière: de nouvelles négociations constitutionnelles visant à transformer le Canada en profondeur sont à l'agenda de tous les intervenants politiques québécois. Cet agenda n'a bien sûr aucune chance d'être accepté au Canada hors Québec. Cela ne surprendra personne en Alberta, mais c'est un fait dont la grande majorité des Québécois sont incapables de prendre la pleine mesure. Ces derniers sous-estiment grandement les différences entre les provinces pour imaginer une fusion des provinces atlantiques et des prairies, mais ils oublient aussi à quel point le «Canada anglais» est réfractaire à l'idée de donner plus de pouvoir au Québec. Un consensus non-fédéraliste et non-souverainiste est peut-être en train d'émerger sur la scène politique québécoise, mais le Canada hors Québec continue de ramener le débat à la traditionnelle opposition fédéralisme/indépendance; un consensus québécois amène une chicane canadienne.

Un autre scénario est possible et, dans l'état actuel des choses, probable: l'enjeu du référendum demeure l'indépendance, et c'est le NON qui gagne. Le nouveau consensus est tué dans l'oeuf, le Québec demeurant divisé autour de l'opposition fédéralisme/souveraineté, alors que le Canada hors Québec est uniformément satisfait. De nombreux Québécois s'attendent tout de même à des négociations constitutionnelles, mais le reste du pays ne veux rien savoir. En somme, un Québec divisé dans un Canada uni.

Que conclure de tout cela? Que le Québec restera divisé en deux grands blocs, dans un équilibre qui favorise le statu quo, tant que les options principales (souveraineté et fédéralisme) ne seront pas absorbées et redéfinies dans de nouveaux alignements correspondant aux orientations de la population: ni fédéralisme, ni indépendance. Cette population québécoise, en effet, semble impossible à convaincre des bienfaits du statu quo, ou de ceux de l'indépendance. Finalement, ce qu'il y a d'intéressant, dans le référendum à venir, c'est que la présence de l'ADQ et, dans une moindre mesure, celle du BQ, rend cette recomposition des alignements possible...mais pas certaine.

Si elle se réalise, tant le PQ que le PLQ appartiendront au passé.

L'ONF...

Suite de la page 1

vais rencontrer le plus souvent possible les gens avec qui je transige ", affirme-t-elle. Elle examine aussi les options de rechange pour garder le contact avec les clients de l'ONF. L'internet est prometteur, selon elle, car déjà de nombreuses institutions y sont branchées et cela permettrait à l'ONF de diffuser de l'information relative aux nouveautés maintenant disponibles.

L'objectif de l'ONF n'est pas seulement de distribuer des films à des institutions et des individus, mais de s'assurer que ces ressources seront utilisées à leur pleine capacité. "Je veux m'assurer que ça deviendra une collection active", affirme Marie-Marthe. La Faculté Saint-Jean, par exemple, a récemment acheté une collection de plus de 160 titres sur vidéo de l'ONF.

Marie-Marthe explique que de nombreuses bibliothèques publiques possèdent, elles aussi, des collections de vidéos et qu'il s'agit maintenant de voir s'il y a lieu d'ajouter du matériel de langue française.

L'ONF a une collection de plus de 9000 titres, composée en grande partie de films documentaires et d'animation. L'ONF a toujours sa raison d'être, selon elle. "Nous sommes les seuls qui dressons un portrait de la société canadienne. On est entourés de films américains. L'ONF, c'est quelque chose qui exprime ce que nous sommes et le dit aux autres en montrant nos différences." Marie-Marthe est convaincue de l'importance de l'ONF, mais cette opinion ne semble pas partagée par le gouvernement fédéral. La disparition de la cinémathèque de Winnipeg, c'est un autre coup porté au symbole d'excellence nationale que constitue l'Office national du film, et un autre service francophone qui disparaît pour les communautés françaises du Canada.

Editorial

Pourquoi l'indépendance?

Le Québec est un pays conquis. En 1763, la Nouvelle-France passe aux mains anglaises et les liens avec la France sont coupés. Les forces d'occupation britanniques sont peu nombreuses, noyés dans une mer de Canadiens français. Afin de minimiser les risques de soulèvement et pour faciliter la transition, le gouverneur de l'époque permet le maintien du droit civil français, mais impose le code criminel anglais. Dans les faits, le Québec est déjà une société distincte.

1776 marque une nouvelle étape dans les relations entre le gouvernement anglais et les Canadiens français. Refusant l'appel des Américains à la révolte, les Québécois se rangent derrière la couronne.

En 1837, la rébellion du Bas-Canada (Québec) était motivée par des considérations politiques, culturelles et économiques, mais elle s'inscrivait aussi dans un mouvement plus large; on oublie souvent que des commerçants, des hommes politiques et de grands bourgeois anglophones ont aussi fait partie de la rébellion dans le Haut-Canada (Ontario). Les causes de l'insurrection sont claires: le gouvernement britannique refusait, entre autres choses, d'accorder aux assemblées des deux Canadas le droit de disposer librement des revenus. Autrement dit, les Canadiens, francophones comme anglophones, cherchaient à redéfinir les règles du jeu afin d'obtenir une plus grande autonomie, des pouvoirs plus étendus.

Tout au long du 20e siècle, le Canada s'est peu à peu affranchi de ses liens avec l'Angleterre, du statut de Westminster (1931) au rapatriement de la constitution (1982). Parallèlement, les provinces ont, elles aussi, cherché à obtenir des pouvoirs accrus de la part du gouvernement fédéral. Les rondes constitutionnelles de Charlottetown et du lac Meech n'avaient d'autre but que de redéfinir les liens qui unissent les provinces et le fédéral ainsi que le partage des pouvoirs entre ces deux paliers de gouvernement.

Qu'on le veuille ou non, le Québec a évolué au sein de la fédération canadienne; il a acquis des droits supplémentaires au fil des ans, tout comme les autres provinces. Dans bien des cas, les obstacles à surmonter ont été plus nombreux, plus ardus. Le Québec a même souvent ouvert la porte pour les autres provinces. Sous domination britannique, les politiques ouvertement assimilatrices de la couronne ont été combattues avec courage, détermination et succès. On n'a qu'à se souvenir que la fusion des deux Canadas suite aux recommandations du rapport Durham, en 1840, avait pour objectif explicite l'assimilation des francophones. Mais le Québec a toujours réussi à défendre ses droits. Des problèmes demeurent, et on se doit de demeurer vigilant afin de ne pas perdre les acquis. Mais il est grand temps que les Québécois comprennent que le stéréotype du grand financier anglophone, francophobe, qui cherche la mort du français au Canada, c'est de la foutaise. La réalité canadienne de 1995 n'a rien à voir avec celle de 1763. Tout comme en 1837, le problème fondamental ne réside pas dans les relations entre le Québec et le fédéral, mais bien entre l'ensemble des provinces et le fédéral. Les souverainistes ne l'ont pas encore compris puisqu'ils utilisent encore des arguments émotifs reliés à une autre époque pour justifier l'inévitabilité de l'indépendance; mais la population n'est pas prête à croire que les avantages en surpassent les inconvénients.

François Pageau

SOINS DE SANTÉ DE L'AVENIR?...
EST-CE GRAVE, DOC?
HÉLAS!
J'AI BIEN PEUR DE NE RIEN POUVOIR POUR VOUS...





Courrier des lecteurs

Qui suis-je?

Un défunt, prénommé Jack, se présente un jour aux portes du paradis. Malheureusement pour lui, il n'a pas été assez sage dans sa vie pour mériter le paradis. Il descend donc en enfer, mais le diable lui dit qu'il n'a pas été assez méchant pour lui tenir compagnie. Jack est pris au dépourvu. Que doit-il faire pendant toute une éternité? Dans un esprit peut-être mesquin, peut-être généreux, le diable lui conseille de lui amener un navet, qu'il aurait préalablement vidé, et dans lequel il aurait fait quelques incisions en forme de fente. Dans ce navet, le diable met une braise de l'enfer et, avec cette petite lanterne, Jack est condamné à errer dans les ténèbres.

Je sympathise avec Jack. Parfois, j'aimerais bien prendre sa place plutôt que d'être un de ces francophones hors Québec, pris entre deux feux. Du moins, chaque automne, les enfants se feraient un plaisir de sculpter une citrouille en mon honneur.

Francophone hors Québec, Canadien-français, Franco-albertain, j'en ai marre de ces catégories qui ne collent pas à ma réalité. Je réclame le titre d'apatride. Je revendique le droit de créer ma patrie imaginaire, sans ingérence de qui que ce soit.

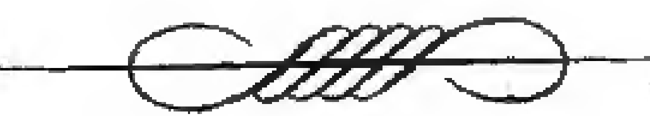
J'en ai surtout marre d'être un otage dans nos petites querelles constitutionnelles. Oui, c'est vrai que je souffre de la "mentalité du minoritaire"; que voulez-vous, nous vivons dans une province avec une majorité anglophone écrasante, qui a pesé bien fort pour nous aplatir et qui continue toujours à le faire. Je sais que je devrai, en grande partie, vivre ma vie en anglais. Je veux bien continuer à parler français, car j'aime ma langue. Cependant, je n'ai pas de reproches à faire à ceux qui, pour diverses raisons, ne parlent plus français. Il faut bien vivre et laisser vivre.

Je dirais que nous souffrons davantage du syndrome de Stockholm. Depuis la Confédération, nous sommes toujours les pions du gouvernement fédéral et des provinces. Notre langue et notre culture ont été emprisonnées et nos communautés, dites françaises, coupées de leurs souches. Et maintenant, nous devrions être heureux des quelques miettes qu'on nous lance pour nous garder pitoyablement en vie... Que voulez-vous, des otages morts, ça ne vaut pas beaucoup.

On me dit que sans le Québec, nous perdrons tout nos acquis et que, conséquemment, nous devrions chanter les louanges du fédéralisme. Peut-être est-ce vrai, mais cela ne fait que confirmer notre statut d'otages. Qu'on nous libère en nous donnant nos écoles, nos services gouvernementaux en français et tout le reste sans toujours brandir la menace: "si le Québec se sépare..."

La générosité n'est vraie que si on n'y attache pas de conditions. Le jour où les provinces et le gouvernement fédéral feront preuve d'une générosité désintéressée envers tous les francophones, tant hors Québec qu'au Québec, ce dernier n'aura plus de raison de rechercher sa souveraineté. Qu'on arrête de nous tolérer jusqu'à ce qu'on disparaisse! Qu'on nous laisse libre de vivre comme on le veut bien, sinon enterrons-la une fois pour toute, cette francophonie albertaine.

Michel Bouchard





Directeur: François V. Pageau
Adjointe, administration, publicité: Micheline Brault
Journaliste: Michel Bouchard
Graphiste: Lynda Gagnon
Correspondant national: Yves Lusignan, Association de la presse francophone

Correspondants régionaux

Bonnyville: Lucie Lavoie
Calgary: Jacques Girard
Centralta: Julie Bouchard-Dallaire et Lucienne Brisson (St-Albert)
Jasper: Marie-Joëlle Driard
Medicine Hat: Guy Larocque
Lethbridge: Adjoa Savage
Plamondon: Lina Labonté
Rivière-la-Paix: Sophie Savoie(St-Isidore) et Noëlla Fillion (Donnelly)
Saint-Paul: Jean-François Coulombe

Le Franco est membre de l'Association de la presse francophone.
Au niveau national, il est représenté par l'agence de publicité OPSCOM.
Il est imprimé par CENTRALWEB Colorpress, à Edmonton.

Le Franco

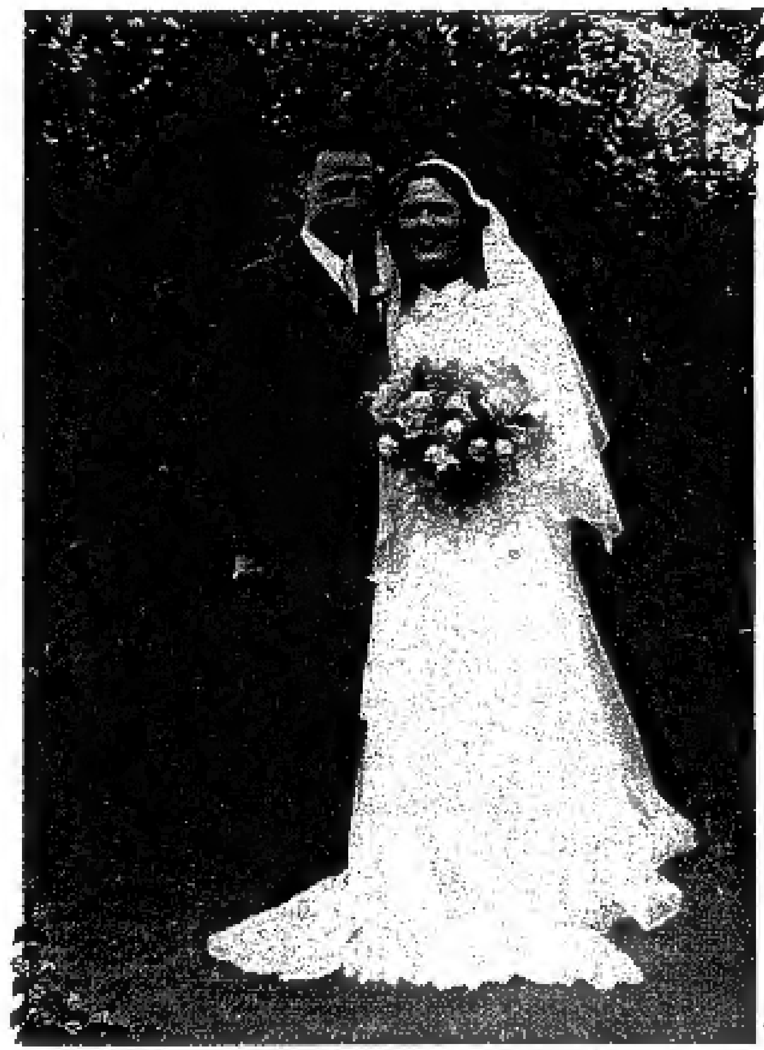
8923, 82e Avenue • Edmonton (AB) • T6C 0Z2
Téléphone: (403) 465-6581 • **Télécopieur:** (403) 465-3647




OPSCOM

Il était une fois...

Elle s'appelait Jeanne. Il s'appelait Roger et ils vivaient heureux depuis 50 ans.



Ils s'étaient connus un peu par hasard. Vous savez ce que je veux dire. Parfois on tourne à gauche au lieu de tourner à droite et on réinvente sa vie. Il y aurait eu, paraît-il, une première visite, chez Jeanne, et puis d'une chose à l'autre, Jeanne se retrouvait au piano et Roger chantait.

Et leur vie devint une chanson; pas une chanson légère qui fait sourire un instant et puis qu'on oublie par la suite. Non, la chanson de Roger et Jeanne est une longue chanson, douce, riche, mélodieuse avec des points d'orgue pour souligner les naissances, les déménagements, les risques, les moments tristes et les grandes joies. Ils eurent six enfants et ils leur donnèrent des noms doux, des noms qui se chantent bien: Robert, Yolande, Mariette, Pierre, Marc, Renée.

On les connaissait bien dans le village. On les aimait aussi. Ils avaient beaucoup donné, sans doute parce qu'ils étaient heureux. Quand on a beaucoup de bonheur, il est difficile de le garder pour soi. Tout comme quelqu'un qui a trop de choses à porter, on en laisse tomber un peu ici et là.

Quand vînt le moment de leurs noces d'or, on se dît partout au village qu'il fallait bien célébrer ça. Mais comment allait-on faire? Les hommes en parlèrent sur le perron de l'église, les mains dans les poches, en hochant un peu la tête d'embarras. On voulait bien faire, mais ce n'était pas facile. Les femmes, elles, avaient bien une petite idée de ce qui plairait mais elles attendaient. Et puis tout à coup tout le monde savait ce qu'il fallait faire. C'était si simple. Et maintenant que l'on avait trouvé, on se félicitait, on riait d'aise et puis on en parlait, à voix basse, discrètement, pour ne pas briser la surprise.

Quelques semaines plus tard il y avait, dans le journal de la région, une très belle photo et un petit message bien timide. Il faut nous excuser, disait-on. Nous n'avons pas l'habitude d'écrire, et peut-être que nous n'avons pas su trouver les mots qu'il faut. Mais notre message est très simple et nous avons pensé le dire simplement. Nous laissons à d'autres les grandes phrases, les grandes idées et les mots compliqués.

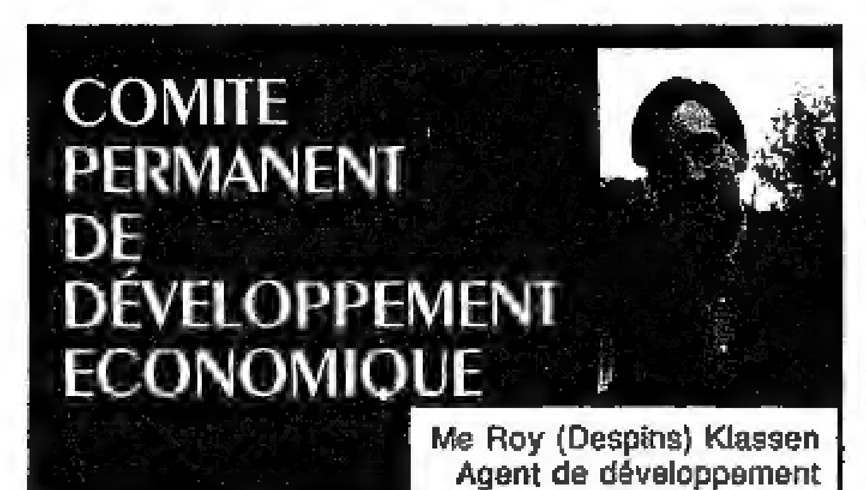
Nous voulons vous dire, Jeanne et Roger Motut, que nous sommes tous les héritiers de votre bonheur. Nous vous aimons et nous vous remercions.

France Levasseur-Ouimet Ph.D.

MOI, je me fais servir en français



EN BREF • EN BREF



L'agriculteur franco-albertain au sud du Rio Grande

Lorsque nous parlons d'un agriculteur franco-albertain au sud du Rio Grande, c'est-à-dire, au Mexique, ce sont surtout les vacances et les plages ensoleillées qui viennent à l'esprit. Toujours est-il que des occasions d'affaires très intéressantes existent pour l'agriculteur qui est prêt à y consacrer du temps et quelques voyages au Mexique. Que diriez-vous de passer le mois de janvier à discuter d'agriculture avec votre collègue mexicain! C'est en sorte ce que nous proposons dans cette chronique.

Les marchés traditionnels des agriculteurs canadiens sont en mutation profonde en raison des forces du marché mondial. Ainsi, l'agriculteur franco-albertain doit chercher de nouveaux marchés. Au mois de mars 1995, Monsieur François Catellier, C.A. de la société *BDO Dunwoodie Ward Mallette* de Winnipeg a donné une audio conférence sur le potentiel d'exportation au marché agricole mexicain. Il est essentiel d'être bien informé avant d'aborder les marchés étrangers. A cette fin, M. Catellier a dirigé plusieurs missions économiques au Mexique depuis le traité de libre échange liant le Canada, le Mexique et les Etats-Unis. Pour le suivi d'une mission, M. Catellier offre des services de planification et de gestion au client.

Les ministères *Alberta Agriculture* et *Economic Development and Investment* coordonnent aussi des missions économiques au Mexique depuis plusieurs années. L'auteur de cette chronique a lui-même participé à une mission en 1993 à la ville de Mexico. Les entrepreneurs albertains participants ont pu démontrer leurs produits aux clients mexicains potentiels lors d'une foire commerciale. De plus, *Economic Development and Investment* a coordonné des rencontres avec les divers paliers gouvernementaux au Mexique. Dans certains cas, les entrepreneurs ont même bénéficié d'une aide financière pour défrayer leurs frais de déplacement. En fin de compte, l'initiative vous appartient, puisque tous les services sont là.

Vous pouvez joindre M. Cattelier à Winnipeg au (204)255-9627.

Portrait d'une entreprise

Madame Marielle Bergeron est entrepreneure à Fort McMurray depuis presque quatre ans. Venue du Québec pour l'aventure dans l'Ouest, elle devait rester temporairement chez un oncle pour apprendre l'anglais. Voilà que trois ans plus tard, elle se trouve propriétaire du salon de beauté *Marielle's* à Fort McMurray. Il y a huit employés, dont un homme. *Marielle's* offre une gamme complète de services incluant la coiffure unisexe, le cirage, l'électrolyse, les lits de bronzage et le soin des ongles. Pour un rendez-vous, veuillez composer le 791-7091.

Au cours des semaines qui suivront, le Cahier spécial de la Fédération canadienne pour l'alphabétisation en français (FCAF) arrivera chez vous. Ce cahier, qui porte le thème «L'alphabétisation, une force nouvelle» est le fruit d'une collaboration entre la FCAF, la Société Poste Canada et le Secrétariat national à l'alphabétisation.

Ce cahier a été distribué à 55 000 exemplaires dans tous les secteurs éducatifs francophones au Canada. Les articles ont été rédigés par des personnes oeuvrant dans le secteur de l'alphabétisation, des intervenantes et intervenants engagés, des communicateurs et des experts en développement communautaire.

Un hommage à l'Arctique canadien

Le 15 septembre 1995, la Société canadienne des postes fera coïncider l'émission d'un splendide jeu de cinq timbres consacré à l'Arctique canadien avec le cinquantenaire de l'Institut arctique de l'Amérique du Nord. Cet organisme a été fondé pour promouvoir l'étude objective du milieu arctique et des problèmes qui lui sont propres. Les timbres, vendus en carnets de dix, souligneront les éléments caractéristiques de cette immense contrée.

Nouveau service de musique entièrement canadien

CWP Partnership, un nouveau consortium canadien, a déposé une demande devant le CRTC en vue d'exploiter, partout au Canada, **ALLEGRO**, un service national de programmation audio-numérique multi-canaux. Ce service fournira initialement seize signaux économiques, originaux et diversifiés, pour la vente en gros au marché de la distribution, sans droits d'exclusivité. Ces signaux seront acheminés au domicile des consommateurs par tous les moyens techniques disponibles, y compris le câble. Si cette demande obtient une réponse favorable, **ALLEGRO** devrait être opérationnel dès le début de 1996.

Ces nouveaux services donneront aux consommateurs accès à une source ininterrompue de musique en formats spécialisés, représentatifs de tous les goûts. **ALLEGRO** représentera une nouvelle source de revenus importante pour les compositeurs, auteurs, éditeurs et artistes canadiens, tout en stimulant les ventes de musique canadienne enregistrée, aussi bien en anglais qu'en français.

Accent francophone à la SRC

Accent Francophone, le magazine d'information sur les communautés francophones hors Québec au Canada présenté à la chaîne RDI, sera aussi présenté à la chaîne principale de la SRC. À compter de septembre, *Accent Francophone* sera présenté le samedi de 12h00 à 13h00. Le mandat de l'émission est de faire connaître les enjeux, les préoccupations et l'actualité hebdomadaire des communautés d'un bout à l'autre du pays et de mettre en rapport ces réalités disparates afin de proposer aux spectateurs une vision d'ensemble du fait français au Canada.

CALENDRIER CULTUREL

Du 8 au 15 septembre 1995

Vous voulez faire connaître vos activités socio-culturelles? Veuillez nous faire parvenir vos renseignements pour les activités du **16 au 30 septembre** avant le **13 septembre** soit par courrier ou en composant le 466-1680. Nous acceptons les frais d'appel.
Ce calendrier est un service gratuit de l'ACFA pr^vinciale.

Calgary

Activités régulières

•Rencontres du club de l'amitié chaque vendredi soir de 19 h 30 à 22 h 00 à la salle paroissiale de l'église Ste-Famille (1717 - 5e rue S.-O.). Info: M. Oscar Fauchon au 244-2200.

• Bonjour Calgary: émission télévisée présentée au canal 10 (Rogers Cable) tous les dimanches matins à 17 h 30; en reprise le lundi à 13 h 00 et le mardi à 19 h 30.Info: Alain Towner. Info: 269-9922. Télécopieur: 269-1526.

• Copains de jeux, rencontres pour parents d'enfants d'âge préscolaire francophones de 9 h 30 à 11 h 30 tous les vendredis. Info: Rachel Desroches, 282-1630.

•Rencontres du club de l'amitié chaque vendredi soir de 19 h 30 à 22 h 00 à la salle paroissiale de l'église Ste-Famille (1717 -5e rue S.-O.). Info: M. Oscar Fauchon au 244-2200.

• Bonjour Calgary: émission télévisée présentée au canal 10 (Rogers Cable) tous les dimanches matins à 17 h 30; en reprise le lundi à 13 h 00 et le mardi à 19 h 30.Info: Alain Towner. Info: 269-9922. Télécopieur: 269-1526.

• Copains de jeux, rencontres pour parents d'enfants d'âge préscolaire francophones de 9 h 30 à 11 h 30 tous les vendredis. Info: Rachel Desroches, 282-1630.

Centralta

SAINT-ALBERT

•**jusqu'au 30 septembre** - **Un avenir défini: le Canada de 1849 à 1873** - documents, photos et aquarelles décrivent le Canada du 19e siècle. **Trésors d'hier** - des poupées, poussettes et jouets, collection de Sheila Stack. Au Musée Héritage (5 rue Ste-Anne). Info: 459-1528.

Edmonton

• **Le dimanche 10 septembre** - **Journée familiale avec chien-chauds, hamburger, jeux,** une après-midi remplie d'activités pour tous les âges. Venez vous amuser en français. Info: Margo LaBerge, 961-3665.

• **Le Musée Héritage: scènes canadiennes,** exposition du photographe Orest Semchishen et Le confort domestique exposition de meubles et articles ménagers. Info: 459-1528.

• **Les lundi et mardi, 11 et 12 septembre** - **Farinelli** (France/Italie, 1994) film de Gérard Corbiau raconte l'histoire

• **Les samedis 9 septembre au 16 décembre** - **Cours de conversation française, langue seconde** offerts par le Centre d'éducation communautaire de l'Alberta à la Faculté Saint-Jean (8406 rue Marie-Anne-Gaboury). Inscription: 165 $. Info: 468-1582.

• **Les lundis et mercredis 18 septembre au 29 novembre** - **Cours de conversation française, langue seconde** offerts par le Centre d'éducation communautaire de l'Alberta à la Faculté Saint-Jean (8406 rue Marie-Anne-Gaboury). Inscription: 165 $. Info: 468-1582.

• **Les lundis et mercredis 18 septembre au 4 décembre** - **Cours de conversation française, niveaux débutant, intermédiaire et avancé** offerts par l'Alliance française (#300, 10318 - 82 ave) de 18 h 30 à 20 h 30. Info: 433-0671.

• **Les mardis 19 septembre au 28 novembre** - **Cours de conversation française avancée** offerts par l'Alliance française (#300, 10318 - 82 ave) de 18 h 30 à 20 h 30. Info: 433-0671.

• Parties de carte organisées par la Fraternité d'âge d'or de Saint-Thomas d'Aquin à la salle Saint-Jean de l'église Saint-Thomas-d'Aquin, les 2e et 4e mercredis de chaque mois. Tous les aînés seront les bienvenus. Info: 469-3073 ou 466-1258.

• La Ribambelle, groupe de jeux pour enfants d'âge préscolaire. Jeux libres, lecture, musique, bricolage tous les mercredis matins de 10 h 00 à 11 h 30 au sous-sol du Centre 82 (8925 - 82 ave). Info: Danielle, 465-1909.

• Sessions d'information et de soutien pour prévenir la violence familiale, #300, 9119 82e ave. Rencontres les mercredis à 19 h 00. Info: 428-2625.

• Parties de bridge le jeudi après-midi au Manoir St-Thomas à 13 h 30.

• Parties de bridge tous les mercredis au sous-sol de l'église St-Joachim. Informations: Églande Mercier, 489-4417.

• Société généalogique du Nord-Ouest - offre des ateliers d'initiation et d'orientation pour les personnes intéressées à la généalogie, au #200, 10008 - 109 rue. Le centre généalogique est ouvert chaque lundi, mardi et mercredi de 10 h 00 à 15 h 00 sauf les jours fériés. Info: 424-2476.

Plamondon

• Visitez la mission du Lac La Biche: «Notre Dame des Victoires, site historique. Info: 623-3274.

Rivière-la-Paix

Activités régulières

TANGENT

• Le Club des aînés se rencontre pour jouer aux cartes et d'autres jeux les mardis au Centre culturel. Info: Irène, 359-2136.

• Le Club de bridge se rencontre au Centre culturel les lundis à 19 h 30. Info: Philippe, 359-2127.

FALHER

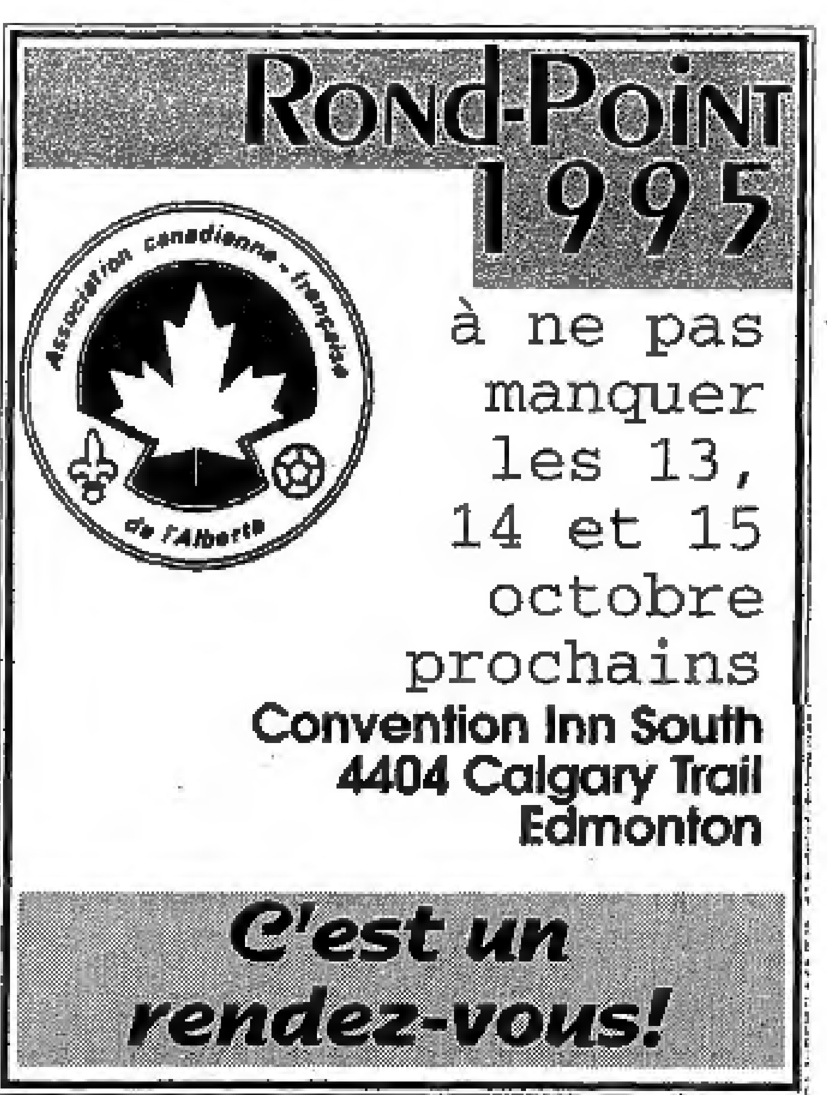
• La joujouthèque/mini centre de ressources située au local du CREF au Centre Notre-Dame ouvre ses portes les lundi, mardi et mercredi de 9 h 00 à 12 h 00 et de 13 h 00 à 15 h 00. Info: 837-3400.

St-Paul

• **jusqu'à la fin septembre** - **Souvenirs de guerre**, exposition au Musée historique de Saint-Paul, ouvert de 9 h 00 à 16 h 00 sur semaine. Info: Monique, 645-4800.







• Les anciens Français de l'île Saint-Jean

Des Acadiens tenaces

Michel Bouchard

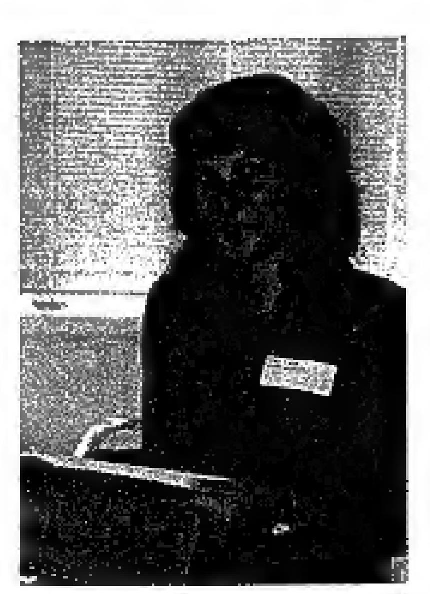
EDMONTON — En 1535, Jacques Cartier affirmait que l'Île-du-Prince-Edouard était la terre la plus belle qu'on puisse imaginer. Le sol rougeâtre de cette île a été premièrement foulé par les Indiens micmacs avant que les Français s'y installent et la nomment île Saint-Jean.

Lorsque le fort français Louisbourg est tombé aux mains des forces anglaises, en 1758, il y avait environs 5000 habitants français sur l'île.

La décision avait été prise en 1755 par les Anglais de déporter tous ces Acadiens, ou Français neutres, qui refusaient de faire allégeance à la couronne britannique. La population francophone de l'île, rebaptisée Saint-John, a été déportée, mais la présence française n'a pas été entièrement effacée.

De retour dans l'île après de nombreuses années d'errance, les Acadiens s'établissent dans certaines régions. Aujourd'hui, plus de dix pour cent des habitants de l'Île-du-Prince-Édouard sont les descendants de ces revenants acadiens, quoique moins de la moitié parlent toujours le français.

Des Acadiens continuent toujours à lutter pour la survie de la langue française. «Les parents, la communauté et l'école se doivent d'être conscients que l'assimilation est très proche et qu'on doit continuer à travailler pour avoir plus de français, affirme la pédagogue Darlene Arsenault de l'Île-du-Prince-Édouard, qui était tour récemment de passage à Edmonton. Notre langue fait partie de notre culture. C'est ainsi que le français va survivre.»


Darlene Arsenault

Darlene explique que dans la région d'Évangéline, environs 85 pour cent des mariages sont mixtes. «Si les parents francophones ne parlent pas en français à leurs enfants, les enfants de la prochaine génération seront presque tous des parlants anglais. Si la communauté décide de se laisser aller, il n'y aura plus de français en peu de temps.»

La région d'Évangéline est de nos jours celle qui a conservé le plus le français. Darlene explique que la région de Tignish est peuplée à 85 pour cent d'Acadiens qui ne parlent pratiquement plus leur langue d'origine. Avec la centralisation des écoles, les enfants acadiens ont dû fréquenter des écoles où ils étaient minoritaires, tandis que les Acadiens d'Évangéline se retrouvaient toujours majoritaires dans leur école, même si c'était une école anglaise.

Les plaies ne sont pas toutes cicatrisées. «Il y a encore de la réticence de la part des Acadiens assimilés, affirme Darlene; ils se sentent menacés par d'autres Acadiens qui sont plus convaincus. Ils ne veulent pas brusquer les choses. C'est très émotif et chaque cas doit être perçu comme individuel. Il faut connaître le vécu des Acadiens de cette région. Il y en a qui veulent faire le pas, tandis que d'autres veulent laisser les choses telles qu'elles sont.» Elle est d'avis que les Acadiens qui se sont assimilés sont très souvent mal à l'aise, car ils sont entre les deux cultures: ni entièrement Acadien, ni tout à fait anglophone.

Les francophones d'une autre région largement assimilée, Rustico, sont plus ouverts à s'affirmer Acadien et réapprendre la langue ancestrale. «Ils envoient leurs enfants à l'école française de Charlottetown, explique Darlene. Je pense qu'il y a eu un gros réveil. On ne peut pas aider les Acadiens assimilés s'ils ne veulent pas s'aider eux-mêmes.»

Les Acadiens ont leur propre drapeau et affirment leur identité. Darlene explique que chaque été, dans sa région, il y a un gros festival acadien qui attire plus de 10 000 personnes. «Les gens se tiennent ensemble», affirme-t-elle.

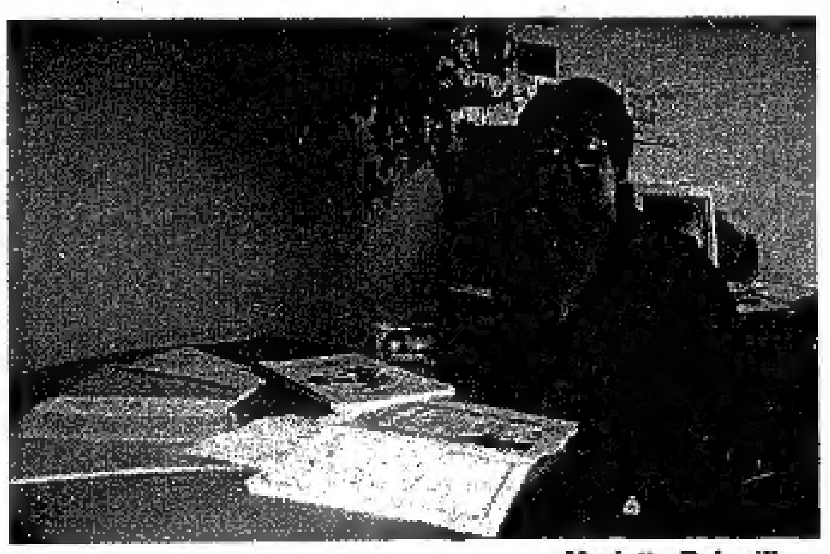
«Tant qu'on aura le courage de persévérer et poursuivre, raconte Darlene, nous allons survivre.» Elle dit tenir à sa langue et s'obstine à la transmettre à ses enfants, qui sont parfois indifférents à leur héritage, dans l'espoir qu'un jour ils apprécient les efforts qu'elle aura fait. Elle a ainsi la conscience tranquille. «Je veux mourir en paix», affirme-t-elle.

• *J'ai...ans et je parle français*

Outiller les parents pour la francisation de leurs enfants

Michel Bouchard

EDMONTON—Bon nombre d'enfants arrivent à l'école française en connaissant peu ou pas du tout le français. Les parents doivent prendre la responsabilité de l'éducation française de ces enfants, affirme la pédagogue Darlene Arsenault, de l'Île-du-Prince-Édouard, qui était de passage à Edmonton pour présenter à des parents et enseignants la trousse dont elle est une des auteurs: *J'ai...ans et je parle français* .



Mariette Rainville

Darlene Arsenault a été enseignante et elle a travaillé pour le ministère de l'Éducation de sa province. Elle est elle-même mère et affirme qu'imposer le français est une bataille constante dans une famille reconstituée. Darlene affirme toutefois que lorsque la famille, la communauté et l'école travaillent ensemble, le progrès est parfois remarquable. Elle raconte qu'on peut voir chez l'enfant une progression de près de 80 pour cent des connaissances du français, et ce à l'intérieur d'une période d'à peine quelques mois.

Mariette Rainville, directrice générale de la Fédération des parents francophones de l'Alberta (FPFA), explique qu'ils se sont procurés cette trousse, après de longues recherches, à la demande des parents. «C'était à la demande de parents impliqués qui se souciaient qu'à l'école on entende le français chez tous les enfants.» Elle explique qu'ils ont entendu parler de cette trousse par l'entremise de l'association de parents de la Nouvelle-Écosse. Ils ont ensuite obtenu l'autorisation de reproduire à volonté cette trousse, qui sera distribuée à l'échelle de la province.

Mariette se dit emballée par la trousse et affirme que la réaction des parents à été favorable. «C'est unanime, raconte-t-elle. Ils disent «enfin, un outil qui va m'aider». Le concept est fantastique, il est simple et accessible à tous. Tu ne peux pas faire d'erreurs avec cet outil.»

Darlene est originaire de la région d'Évangéline à l'Île-du-Prince-Édouard. Elle affirme que cette région est française à 85 pour cent, mais la 85 pour cent, mais la qu'à un filet et ce n'est pas toujours facile de maintenir le français dans sa communauté et sa famille.

«Il y a parfois des parents francophones qui parlent en anglais à leurs enfants, affirme-t-elle. C'est difficile de dire à un enfant que demain tu vas à l'école et, à partir de ce moment, on parlera en français.» Elle affirme que le parent devrait commencer dès la naissance; autrement, lorsque l'enfant dira ses premiers mots, il sera très difficile pour le parent de changer difficile pour le parent de changer ses habitudes. Dans le cas de mariages mixtes, il est important que le parent francophone parle uniquement en français avec ses enfants.

Darlene est d'avis que la plupart des parents qui font le choix d'envoyer leurs enfants à l'école française veulent que leurs enfants réussissent. Cependant, ils se sentent parfois désemparés. Mais il n'est jamais trop tard pour apprendre le français à son enfant, continue-t-elle. «Les parents sont les premiers éducateurs de l'enfant, ne leur donne rien à travailler avec. Ils ne savent pas ce qu'ils doivent faire pour aider leurs enfants.»

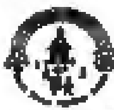
Les enseignants de la maternelle ont très souvent des élèves qui parlent couramment le français tandis que d'autres ne le parlent pas. Leur grand défi, c'est de favoriser l'apprentissage du français chez un enfant sans que l'autre décroche d'ennui. «Des fois, on est pris au dépourvu», affirme au dépourvu», affirme une enseignante présente à l'atelier qu'a tenu récemment à Edmonton la FPFA pour présenter la trousse. On répète jusqu'à 20 fois le même mot dans une journée.» Elle raconte que les parents ne sont pas toujours cohérents dans leur démarche. Très souvent, lors des rencontres avec elle, des parents lui parleront en français, et se tourneront à leurs enfants et lui parleront en anglais.

Une autre enseignante affirme que, parfois, les parents croient que c'est à l'école d'enseigner le français à leurs enfants. «Ils vont mettre ça sur mon dos, raconte-t-elle, s'ils ne parlent pas français. Ça sera de ma faute.» Elle disait manquer parfois d'outils pour elle et les parents.

La trousse comprend un test diagnostic pour les enseignants afin de déterminer les compétences langagières de l'enfant. Elle explique que ce test est tout simplement un outil pour aller chercher l'enfant où

Suite en page 12





LE COMITÉ PRÉSCOLAIRE DU CREF

Le Conseil régional d'éducation française aura une réunion d'information et d'inscription le mercredi 13 septembre à 19h30 pour les programmes de Jardinière francophone et la prématernelle francophone. Cette réunion aura lieu au Centre Notre-Dame à la salle du CREF (porte sud).
Pour plus d'information appelez au 837-3400 les mardis et mercredis pendant les heures de bureau (de 9h00 à 16h30).



Les Blés d'Or

ECOLE DE DANSE (1995-1996)

L'école de danse folklorique débutera ses cours pour la saison 1995-96 le 25 septembre prochain. Nous vous invitons donc à inscrire votre (vos) enfant(s) dans un des cours suivants:

- *Danse enfantine - 4 ans et plus*
- *Gigue débutante 1-5 à 6 ans (1 an d'expérience)*
- *Gigue débutante II - 7 à ans (2 ans d'expérience)*
- *Gigue et danse canadienne I - 9 à 11 ans*
- *Gigue et danse canadienne II - 12 à 14 ans*
- *Gigue et danse canadienne III - 15 à 17 ans*

Voici donc un excellent moyen pour votre enfant d'enrichir sa langue maternelle dans une activité parascolaire. Que votre enfant soit dans le programme français ou immersion, il ou elle bénéficiera de cette activité culturelle et récréative qui est enseignée en français.

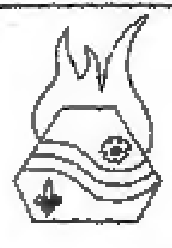
Inscription: Les inscriptions se feront **le mardi 12 septembre et le mercredi 13 septembre** de 16h00 à 18h00 au bureau de La Société Les Blés d'Or (au bureau du Centre culturel) et le **jeudi 14 septembre** au Community Awareness Night' à l'École Régionale de 18h30 à 20h30.

Frais d'inscription: 50,00$ pour le premier enfant, 40,00$ pour le deuxième ou 120,00 par famille

Début des cours: Le lundi 25 septembre 1995

Si vous désirez de plus amples renseignements veuillez contacter Colleen Ouellette au 645-4410.

Merci de votre attention et bonne saison!



La Société des Jeux francophones de l'Alberta

OFFRE D'EMPLOIS

La Société des Jeux francophones de l'Alberta est à la recherche d'employé.es contractuel.les pour mener les deux dossiers suivants:

Autofinancement

La S.J.F.A. cherche à diversifier ses sources de revenus afin d'atteindre un autofinancement éventuel. Un.e employé.e contractuel.le serait chargé.e de développer un plan d'autofinancement pour la S.J.F.A. Il.Elle serait également responsable pour l'exécution de ce plan.

Qualifications requises
- excellente connaissance du français et de l'anglais
- expérience en autofinancement
- expérience de travail avec les bénévoles
- compétences en relations interpersonnelles

Jeux régionaux

La S.J.F.A. cherche à établir des Jeux régionaux dans les régions où l'intérêt des jeunes est présent. Un.e employé.e contractuel.le sera chargé.e de la mise sur pied d'outils qui pourraient servir aux comités organisateurs de ces jeux régionaux. Cette personne devra aussi s'occuper de la promotion du projet.

Qualifications requises
- excellente connaissance du français
- bonne connaissance de l'anglais
- expérience en gestion de projets
- expérience de travail avec les bénévoles

Rémunération: à négocier

S.V.P. faire parvenir votre curriculum vitae avant samedi le 23 septembre 1995, à l'adresse suivante:

La Société des Jeux francophones de l'Alberta
a/s Zacharie Magnan, Président
#200, 8925 - 82 avenue
Edmonton, Alberta
T6C 0Z2

Du nouveau à l'exécutif



Lucienne Brisson

SAINT-ALBERT — Les habitués de la communauté francophone de Saint-Albert sont heureux de présenter aux lecteurs leur comité exécutif pour 1995-1996.

Ce dernier est composé comme suit: père Maurice Beauregard, o.m.i., aumônier; Élise Déry, aide-pastorale; Guy Hébert, directeur de la musique des cérémonies dominicales et autres. Ces derniers ont été nommés à perpétuité par le père Beauregard, depuis quelques années déjà. Marcel devient président; Gilberte Lefebvre garde le titre de secrétaire; Gérard Rouleau est élu par acclamation et Lise Major-Nielsen, respectivement conseiller et conseillère.

Le but primordial de cet exécutif est d'attirer les jeunes en leur offrant des activités extérieures et intérieures qui sauront leur plaire et leur offrir une vision positive de la vie.

En second lieu, le comité se donne pour mandat de découvrir des talents dans divers domaines et les canaliser dans l'action communautaire.

Selon Mme Déry, des sous-comités seront formés afin d'aider l'exécutif dans son travail. Il est également facile de supposer qu'on apportera un coup d'épaule opportun à la nouvelle école française de Saint-Albert, qui a ouvert ses portes à une quarantaine d'élèves, le 31 août dernier.

Sur le bout de la langue

Annie Bourret (APF)

Quel cas étrange!

La plus exotique des lettres de notre alphabet est, sans contredit, le K. Que ce soit avec le krill norvégien (une espèce de plancton), le kangourou australien, le kayak de l'Arctique, le korrigan breton (un esprit malfaisant), le kibboutz d'Israël, le kiwi néo-zélandais, le képi allemand, le karité du Soudan et le karaté japonais, la lettre K nous fait faire le tour du monde!

Onzième lettre de l'alphabet, le K a été emprunté au grec par le latin, qui nous l'a légué. Le karma de K ne lui a pas permis de gagner ses lettres de noblesse en français : il fait concurrence au son des lettres Q et C, quand cette dernière est suivie des voyelles A, O et U. Pourtant, l'emploi de K simplifierait beaucoup notre orthographe capricieuse. Pourkoi? Parce k'on pourrait éliminer le C de kage, koupon, kulture et cikatrice. Et j'oubliais le kao (chaos)! La lettre C ne servirait plus k'à des mots comme cerf, ciboulette et cesser. Ciel! voilà qui konkurrencerait le S!

Autre simplification : éliminer complètement la lettre Q au profit de K. La lettre Q, toujours suivie de U, ne sert qu'à rappeler une prononciation tombée dans l'oubli. C'est, d'ailleurs, ce que les scribes faisaient au temps de Charlemagne, en substituant au QU des C, lesquels se prononçaient toujours comme K en ce temps-là, même devant I ou E! L'évolution des sons obligerait à emprunter la cédille à l'espagnol, mais les divers sons symbolisés par C allaient rester un casse-tête pour les gens essayant d'apprendre le français.

Le K est si rare en français qu'il vaut 10 points au Scrabble. On le retrouve surtout dans des mots savants d'origine grecque comme ankylose ou kyste. Le kilo, très répandu aujourd'hui à cause du système métrique, appartenait au vocabulaire savant. Pour le reste, K apparaît dans des mots empruntés à des langues étrangères, dont l'anglais (jockey, stock, kidnapper, ketchup, kit).

Dans le cas des emprunts à l'anglais, il est parfois difficile de distinguer entre les mots francisés et ceux qui demeurent des anglicismes. Le «kit» n'est pas français (voir plus loin), alors que kidnapper et ketchup le sont. Notre sauce tomate, synonyme des établissements de bouffe-minute, s'éloigne fort de son origine, laquelle pourrait bien être kôe chiap ou kê tsiap, mots chinois voulant dire «saumure de poisson». L'anglais l'a d'abord écrit ket-chop vers 1816, puis catsup (1821). La variante calchop (1826) n'a pas duré longtemps. La graphie ketchup s'est ultimement fixée vers 1873.

Qui c'est, ce <<kit>>?

Bien populaire dans la langue de la vente au détail, le «kit» possède plusieurs équivalents français. Le mot désigne généralement un ensemble d'éléments et de pièces détachés vendus en même temps et servant un but bien précis : faire sa toilette, donner des premiers soins, construire un appareil, etc.

Nécessaire de voyage, de toilette, de manicure
Trousse de premiers soins, de cycliste, d'Internet
Jeu de construction et **jeu d'assemblage**
Prêt-à-monter

PETITES ANNONCES

Dans le but de vous offrir un meilleur service Le Franco vous offre une chronique de petites annonces.

Tarifs: 7 $ pour 20 mots ou moins pour 1 semaine; 12 $ pour 20 mots ou moins pour 2 semaines. Plus de 20 mots: 10¢ de plus par mot. Annonces encadrées: ajoutez 3,50 $ pour l'encadrement. Vous devez calculer 7% de TPS.

Toutes les petites annonces doivent nous parvenir accompagnées du paiement: chèque ou mandat-poste à notre bureau avant le lundi midi. Aucune annonce ne sera acceptée par téléphone. Toute annulation peut être faite par téléphone en composant le 465-6581 avant le lundi à midi. Nous n'acceptons pas les frais d'appel. Faites votre chèque ou mandat-poste à l'ordre de:

Le Franco, 8923 - 82e Avenue, Edmonton (Alberta), T6C 0Z2

Coop d'habitation "Le quartier du collège" reçoit les applications pour la location d'appartements dans l'avenir. SVP contactez Louise Théroux: 468-4215. (29-09)

Nouveau! Chorale Communautaire Francophone pour les enfants de la 3 à la 8 année. Répétitions à Maurice-Lavallée les mercredis de 18h30 à 20h00. Inscriptions les 6 et 7 sept. Pour plus d'informations, appelez Rachel au 466-9478 ou Joanne au 468-2126. (15-9)

La chorale "Les Chantamis" reprend ses répétitions hebdomadaires dès mardi 5 septembre 1995 à 19h15 à l'école J. H. Picard, 7055-99 st. dans la salle de musique. Pour plus de renseignements, vous pouvez vous adresser à Laurier Bisson au 466-2037 ou à Georgette d'Aoust au 482-5197. (15-9)

Georgette Hamel-Lavigne (diplôme A. Mus.), enseignante de piano qualifiée et expérimentée offre des cours privés aux élèves débutants et avancés. Info: 482-2348 (6-10)

À vendre: imprimante Laser Writer II. 1 000$ négociable. 465-6581

Paroisses francophones

Messes du dimanche

Immaculée-Conception
10830 - 96e Rue
Dimanche: 10h30

Saint-Albert
Chapelle Connelly-McKinley
9, Muir Drive
Dimanche: 10h

Sainte-Anne
9810 - 165e Rue
Dimanche: 10h30

Saint-Thomas d'Aquin
8410 - 89e Rue
Samedi: 16h30
Dimanche: 9h30 et 11h

Saint-Joachim
9928 - 110e Rue
Vendredi et samedi: 17h
Dimanche: 10h30
Lundi au vendredi: 17h00

Base militaire d'Edmonton à la chapelle de Lancaster Park
Samedi: 19h00

Beaumont
Saint-Vital
4905 - 50e Rue
Dimanche: 9h30

CALGARY

Sainte-Famille
1719 - 5 Rue S.O.
Samedi: 17h
Dimanche: 10h30

PEACE RIVER

Our Lady of Peace
10405 - 99e rue
3e dimanche du mois
à 12h30

ST-ISIDORE

Paroisse St-Isidore
Dimanche: 11h30

CARTES D'AFFAIRES

Un arrêt à la gare

Suite de la page 2

«On a perdu la vraie francophonie, raconte-t-il. C'est devenu une grosse machine et les décisions sont prises à Montréal. Des experts nous disent quelle musique jouer. Là, on fait l'analyse d'une radio imaginaire. Mais ce n'est pas ça la réalité. Si les gens ne t'écoutent pas, cela ne donne rien, c'est comme un curé qui monte en chaire et que l'église est vide.»

Deux passions ont animé la carrière radiophonique de Benoît: le sport et la musique. Un des grands plaisirs qu'il a eu tout au long de sa carrière était de rencontrer les vedettes de la scène et de la patinoire: Jean-Pierre Ferland, Gilles Vigneault, Maurice Richard, Jacques Plante et Mario Lemieux, pour n'en nommer que quelques-uns.

Benoît est d'avis que c'est surtout la musique qui intéresse les gens, plutôt que le verbiage. Le clou de sa carrière a été entre autres l'émission musicale *Plutôt pour vous*. Il explique qu'il a réussi à intéresser les gens à cette émission: des fermiers lui disaient qu'ils écoutaient cette émission dans leurs tracteurs lorsqu'ils travaillaient dans le champ.

Benoît a fait ses dents de chroniqueur sportif lorsqu'il était à Gravelbourg. Un de ses collègues et lui commentaient les matchs de hockey. Le jour, ils vendaient de la publicité aux commerçants pour rentabiliser l'émission. «Avec seulement deux gars, raconte-t-il, on diffusait le match de hockey. Quand il avait une pause, on lisait une annonce. On diffusait avec une petite console et une microphone. On discutait du match et les gens nous écoutaient.»

Mais ce qu'il apprécie davantage, ce sont tous les gens avec lesquels ils a eu l'occasion de travailler au cours de sa carrière. Il raconte qu'il y avait un certain Monsieur Paradis qui a consacré 30 ans de sa vie à la discothèque et un Monsieur Forrestier qui courait d'une conférence de presse à une autre, tout en n'ayant qu'un bras.

L'animateur de radio a aussi été chroniqueur controversé au journal *Le Franco*. Pendant plusieurs années, il avait un chronique hebdomadaire: *Les mensonges de Benoît*. Cette chronique, parfois piquante, examinait la communauté et n'était guère appréciée par la direction de la Société Radio-Canada qui l'a obligé à choisir entre sa carrière au *Franco* et celle de la Société Radio-Canada. *Radio-Canada censure Benoît Pariseau* était le titre de l'article de première page du Franco, lorsque Benoît a dû abandonner sa chronique.

Montréal n'a jamais attiré Benoît. «Quand j'allais me promener à Montréal, je les trouvais tellement différents, affirme-t-il. Je suis un gars de l'Ouest.»

L'ancien conducteur et animateur commence une nouvelle vie, maintenant qu'il est à la retraite. «Pour la première fois, maudit, je pourrai rester au lit un jour et faire ce que je veux», raconte-t-il. Mais il n'a pas l'intention de chômer bien longtemps. Après quelques mois de repos, il a l'intention d'écrire un livre sur ses expériences radiophoniques et aussi sa vie de cheminot. «Quand on arrive à notre dernière journée de travail, raconte Benoît, on réalise que 35 ans, c'est vite passé.»

Outiller les parents pour la francisation...

Suite de la page 9

il est, pour ainsi favoriser son apprentissage du français. Il a été conçu pour ne pas décourager l'enfant. «On ne veut pas que l'enfant se sente dégradé, qu'il croit que la langue française est difficile et que c'est une grosse montagne à surmonter», affirme-t-elle.

Les parents reçoivent une trousse avec une cassette audio qui leur explique ce qui se retrouve à l'intérieur. La trousse comprend, entre autres, des fiches avec dessins et un vocabulaire de base (mère, père, frère, chien, ...); elle a été conçue pour renforcer les connaissances de l'enfant: dans un premier temps l'enfant pourra se familiariser avec le mot en l'entendant, ensuite il pourra le dire et finalement il pourra l'utiliser dans une phrase. «L'outil a été conçu pour que les parents soient capables de l'utiliser comme ils le veulent», explique Darlene.

La pédagogue est d'avis que le parent qui utilise la trousse ne peut se tromper. «Aussitôt que le parent s'implique, déjà c'est une motivation pour l'enfant, affirme-t-elle. Si tu envoies l'enfant à une école française et que tu lui parles en anglais, c'est un double message.» Elle explique que l'enfant doit avoir l'occasion de parler le français à la maison. «Les films vidéos, les livres, les cassettes, le voisinage en français, tout cela s'ajoute à l'apprentissage de la langue française, affirme-t-elle. On a besoin de tout le monde —la communauté, l'école et les parents— pour faire quelque chose de bien.»